



REPRENONS LA MAIN SUR NOTRE MÉTIER...

...CHANGEONS L'ÉCOLE!



Déclaration du SNUipp-FSU.28 CTsD du 26 janvier 2018

M l'Inspecteur d'Académie,

Vous pressentiez une rentrée facile dans le cadre des opérations de carte de la rentrée de septembre 2018, or il n'en est rien.

L'expression des écoles concernées montre qu'au-delà des chiffres, la réalité est loin d'être le reflet d'une simple division.

Reprenons les termes de l'introduction de cette carte, nous voulons comme vous une école de la confiance. Cette confiance passe d'abord, à notre sens, par un message fort adressé aux personnels, plutôt que par un message télévisé articulé autour d'un certain nombre de messages catastrophistes en direction du grand public. A l'échelle départementale, le message et la confiance qu'attendent les enseignants, c'est aussi une communication qui informe, en amont, les acteurs du service public, plutôt qu'une communication dirigée, dans un premier temps, vers ce même grand public.

Nous partageons l'attachement en direction des plus fragiles, et même si des indicateurs sont sans appel sur la concentration de ces fragilités dans certains secteurs, les plus fragiles se trouvent aussi, de façon diffuse, sur des secteurs, où l'intervention des réseaux d'aide est difficile, où les conditions de travail en équipe sont parfois plus complexes et où la détresse de familles, géographiquement isolées des structures d'aide y compris sociales, existe également. Là aussi, la tâche est loin d'être aisée pour l'école.

Des efforts sont faits sur l'éducation prioritaire mais si l'emballage peut paraître séduisant, en permettant une réduction des effectifs (dont nous reparlerons plus tard), la mariée n'est pas si belle. La remise en cause des plus de maîtres que de classes, sans évaluation de l'efficacité de ces postes, semblant faire fi du travail et de l'engagement des équipes, et plus qu'une remise en cause de leur fonctionnement, c'est surtout la chasse aux postes qui est faite, fermetures déguisées en ne dotant pas toutes ces écoles de moyens égaux aux ouvertures nécessaires pour dédoubler les classes. Empressement par ailleurs à réaliser ces dédoublements sans prise en compte de l'avis de tous les partenaires sur l'organisation des locaux.

Nous partageons la volonté d'un avenir des écoliers des territoires plus ruraux, mais celle-ci se heurte parfois aux distances kilométriques, il faudrait alors s'interroger sur le fait d'utiliser une même logique comptable sur ces zones peu denses, au risque de voir mis à mal, le maillage territorial de service public d'éducation dans certaines zones de notre département. Par ailleurs, dans certains cas, les solutions qui se profilent, risquent fort de décourager des personnels, conduisant ainsi à un manque de stabilité des équipes, obstacle supplémentaire pour dynamiser ces écoles.

Aussi, nous arrivons au nœud du problème, la dotation de -5 pour notre département.

Le compte n'y est pas.

Les besoins sont réels, avoir une ambition pour l'école, ce n'est pas condamner les uns pour donner un peu aux autres.

Plusieurs éléments pour expliciter ce propos.

Si la population scolaire de notre département est en diminution, au-delà d'une baisse massive sur certains secteurs, la baisse est beaucoup plus diffuse sur la grande majorité des secteurs géographiques. D'ailleurs le nombre d'ouvertures de classes, au-delà des dédoublements, est très inférieur aux fermetures prononcées.

Pas de secteur connaissant de flambée démographique, mais pas non plus ailleurs d'hémorragie



REPRENONS LA MAIN SUR NOTRE MÉTIER...

...CHANGEONS L'ÉCOLE!



généralisée.

Dans les écoles comprenant une ulis, alors que les orientations données dans ce département sont une présence dans les classes des élèves d'ulis à plus de 50 % du temps, ces élèves disparaissent dans la comptabilisation de l'effectif de ces écoles. La logique de l'inclusion ne peut pas être abordée hors sol, elle est en lien direct avec l'effectif de l'ensemble des classes de l'école.

Sur le plan des effectifs, la reconnaissance tant attendue de la relation entre réussite et réduction du nombre d'élèves par classe apparaît enfin sur la place publique, dans notre département, elle ne se traduit, en rien, par les choix faits sur les écoles visées par une fermeture de classe.

Les écoles maternelles continuent aussi à payer le prix fort de la règle à calcul.

Aucun moyen, à nouveau, pour la scolarisation précoce dans cette carte scolaire.

Les efforts faits sur l'ouverture de postes de TR est effective au niveau de notre département qui en a cruellement besoin au vu du nombre d'absences non remplacées sur la période, mais les moyens donnés sur le plan académique laissent notre département en dernière position, sans prise en compte des caractéristiques de ses personnels.

La faiblesse de cette prise en compte conduit aussi à une offre de formation réduite, même si la volonté est là, elle est très en retrait de ce que laissent entendre les grands discours télévisés.

Sur le plan de la direction d'écoles, alors que beaucoup d'écoles vont voir le temps de décharge se réduire, bien souvent au détriment de la relation école/famille et de la qualité du travail d'équipe, les écoles qui connaissent des dédoublements, ont un volume de décharge équivalent pour une bonne partie d'entre elles, quand le nombre d'interlocuteurs se multiplie.

Sur le plan du numérique enfin, le dernier objectif pédagogique que vous énoncez, cela passe par des perspectives données aux collectivités tant sur l'entretien que sur les équipements. Cela passe aussi à notre sens par des moyens supplémentaires d'ERUN et une reconnaissance de ces derniers comme formateurs, ce qui n'est toujours pas le cas.

Aussi vous comprendrez que notre analyse, quant à la réalisation de cette carte scolaire, est loin d'être bonne.

Si cette carte porte quelques ambitions, trop peu à notre sens, elle contribue néanmoins à apporter des réponses négatives dans bon nombre d'écoles de notre département.

La mobilisation importante, en délégation, dans les écoles menacées, devant l'Inspection Académique, malgré un calendrier cadencé, en est une preuve indéniable.

Pour le SNUipp, la réponse attendue est claire : un effectif qui ne dépasse pas 25 (20 en éducation prioritaire) dans aucune classe de notre département, une offre de formation répondant aux enjeux, un fonctionnement des écoles avec des moyens renforcés dédiés à la direction d'école, des possibilités réelles de remplacement.

Alors là oui, cela est une école qui restaure la confiance en se dotant des moyens nécessaires à ses ambitions.